

Le Blocage de la provision en matière de Chèque

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

Présentée et soutenue le Mercredi 7 février à 4 heures 30

PAR

Jean ZIMBOUKIS

Président : **M. WAHL**

Suffragants : **M. PERCEROU, Professeur.**

M. RIPERT, Professeur.

1923

“ LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE ”

49, Boulevard St-Michel, 49

PARIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552828_0022

Le Bloquage de la provision
en matière de Chèque

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Le Blocage de la provision en matière de Chèque

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

Présentée et soutenue le Mercredi 7 février à 4 heures 30

PAR

Jean ZIMBOUKIS

Président : **M. WAHL**

Suffragants : **M. PERCEROU**, *Professeur.*

M. RIPERT, *Professeur.*

1923

“ LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE ”

49, Boulevard St-Michel, 49

PARIS

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces
opinions doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs



INTRODUCTION

LE PROBLÈME ; SON INTÉRÊT, SON ACTUALITÉ

De tous les problèmes que pose le fonctionnement du chèque, le plus essentiel, c'est celui de la provision. En effet, un chèque sans provision, n'est qu'un chiffon de papier, alors qu'un chèque avec provision, c'est de l'argent.

Ceci étant, la question de la provision n'a jamais cessé d'être à l'ordre du jour des préoccupations soit de la législation, soit de la doctrine. En France spécialement, le Parlement l'a abordée en 1865 et en 1917 ; mais, depuis, des difficultés sont nées qu'il importe d'examiner de près pour essayer d'y trouver des solutions. Nous voulons parler d'un procédé qui est connu dans la pratique sous le nom de « bloquage de la provision ».

Voici essentiellement en quoi il consiste : un tireur remet un chèque à un preneur ; ce chèque est provisionné ; néanmoins, lorsque le porteur se présente à la caisse du tiré, il se voit refuser le payement, parce qu'entre temps le tireur a défendu à ce dernier de régler le dit chèque. Il y a là une situation qui s'est récemment présentée et qui a reçu de la jurisprudence des solutions contradictoires. On conçoit les problèmes que soulève cette question de l'immobilisation de la provision et les intérêts qu'elle met en jeu. C'est à l'étude spéciale des difficultés engendrées par cette pratique toute récente que ce travail sera en gran-

de partie consacré. Mais comme cette question est naturellement dépendante d'un assez grand nombre d'autres questions préliminaires, nous serons amenés à préciser tout d'abord ce qu'il faut entendre par le mot provision ; nous analyserons ensuite les réformes récentes et spécialement la loi du 2 août 1917. Nous rechercherons enfin par quels détours l'on a tenté de se soustraire à cette loi et, pour terminer, nous tâcherons d'indiquer les remèdes qu'il conviendrait d'apporter à l'état de chose actuel. — Dans cet exposé la législation française retiendra tout particulièrement notre attention. Cependant nous ne manquerons pas de faire de fréquentes incursions dans le droit comparé, nous souvenant que le chèque devrait être un instrument de règlement obéissant à des prescriptions uniformes dans les différentes législations des nations civilisées ; c'est là, en effet, une condition « sine qua non » pour qu'il puisse rendre tous les services dont il est susceptible. On sera forcé de constater que cet idéal est encore aujourd'hui loin d'être atteint....

Jusqu'ici nous n'avons parlé que de questions juridiques. Cette étude sera loin pourtant de n'avoir qu'un caractère juridique. Pour examiner le rôle économique du chèque, ne faut-il pas commencer, en bonne méthode, par étudier sa condition au point de vue juridique ? Le second point de vue ne commande-t-il pas le premier, et un statut légal aussi parfait que possible n'est-il pas nécessaire pour que le chèque puisse remplir la fonction économique à laquelle il est destiné, et qui consiste dans une diminution de la circulation des monnaies et des billets de banque ?

Cette fonction économique a plus de raisons d'être aujourd'hui que jamais, puisque le monde est submergé sous

le flot sans cesse plus envahissant des billets : d'où les problèmes quasi-insolubles et si angoissants du déséquilibre des changes et de la vie chère.

Dans un travail du genre de celui-ci, on doit poursuivre avant tout un but objectif et scientifique, mais si, par surcroît, l'on peut aider à obtenir des résultats pratiques, il convient de s'en féliciter. A notre sens le développement de l'emploi du chèque se recommande particulièrement aujourd'hui, parce qu'il constitue un remède, non négligeable, à l'inflation fiduciaire.

CHAPITRE I

CE QUE C'EST QUE LA PROVISION.

Dans la législation française, le terme « provision » a un sens très strict : il signifie des fonds disponibles et cela, non pas seulement au moment du paiement du chèque, mais au moment même de l'émission. En effet l'article 1^{er} de la loi du 14 juin 1865 dispose : « le chèque est l'écrit qui, sous forme d'un mandat de paiement, sert au tireur à effectuer le retrait, à son profit ou au profit d'un tiers, de tout ou partie des fonds portés au crédit de son compte chez le tiré et *disponibles* ».

Quand peut-on dire qu'il y a fonds disponibles ?

Cela suppose tout d'abord qu'il y a une convention préalable entre le tireur et le tiré, en vertu de laquelle le premier peut donner des ordres au second. Il va de soi que cette convention ne doit pas forcément être expresse : elle peut être tacite.

Quand, par exemple, et c'est le cas habituel, une banque remet un carnet de chèques à une personne avec laquelle elle est en compte, elle accepte par le fait même de payer les chèques qui seront extraits de ce carnet, dans les limites de la provision. A la conférence de La Haye de 1910 relative à l'unification du chèque, la question de la nécessité d'une convention préalable fut agitée et résolue par l'affirmative.

Presque tous les pays représentés se prononcèrent

pour la convention préalable : Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Brésil, France, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Russie, Siam, Suède, Suisse et Turquie. Seul le Danemark vota contre. — Des observations qui précèdent, il s'ensuit que l'on pourrait avoir un crédit sur quelqu'un et n'être pas en mesure d'y puiser au moyen de chèques. Il faudrait y être préalablement autorisé par le débiteur, soit d'une manière expresse, soit d'une manière tacite. Néanmoins, dans la pratique la convention préalable ne joue pas un rôle sérieux : il n'y a pas de raison pour qu'un débiteur se refuse à payer un chèque émis par son créancier, par cela seul que ce mode de libération n'a pas été envisagé entre eux. Un chèque, c'est au fond un reçu ; s'il est libératoire, que peut exiger de plus le débiteur qui s'acquitte ? La question présente d'autant moins d'importance que, presque dans tous les pays, seules les banques et les établissements analogues peuvent être « tirés » ; la convention préalable est alors toujours sous-entendue.

Il faut ajouter que cette convention préalable n'est pas suffisante pour qu'il y ait fonds disponibles. Telle est du moins l'opinion assez généralement admise. A la Haye, par exemple, on décida : 1^o que la convention préalable devait exister ; « le Comité a unanimement reconnu que les fonds ne suffiraient pas, mais qu'il fallait une convention expresse ou tacite d'après laquelle le tireur était autorisé à émettre un chèque sur le tiré » (Rapport Carlin) ; et 2^o que la convention préalable devait être corroborée par un crédit du tireur sur le tiré : « le comité a été unanimement d'avis qu'il y avait fonds disponibles non seulement quand le tireur avait un dépôt d'argent

chez le tiré, mais aussi quand celui-ci avait ouvert un crédit, et généralement dans tous les cas où le tireur a contre le tiré une créance de somme d'argent liquide et exigible » (Rapport Carlin).

Quand on va au fond des choses, l'on est tenté de penser que la convention préalable suffit. Le porteur n'a qu'un droit, c'est d'être payé quand il présente le chèque. Il n'a pas à savoir pourquoi le tiré verse des fonds pour le compte du donneur d'ordre.

Convention préalable de payer par chèques et crédit ouvert s'équivalent aussi longtemps que l'on est dans les termes de l'engagement. C'est cela qui constitue la provision; peu importent les éléments dont elle peut être composée.

L'un des délégués italiens à La Haye M. Schanzer, disait : « Fonds disponibles » doit également désigner une dette, un crédit ouvert, et doit pouvoir s'appliquer à toutes somme dues par le tiré au tireur, pourvu qu'elles soient disponibles, sans quoi il y aurait confusion entre la lettre de change et le chèque » .

Néanmoins on ne tira pas, à La Haye, les conclusions qui paraissaient devoir résulter de ces remarques : à savoir, que la convention préalable devait suffire pour qu'un chèque put être légitimement émis, naturellement dans les limites de la dite convention.

Ce point de vue fut cependant défendu à la Haye par l'un des délégués russes, M. Pynowsky. « Un chèque, disait-il, est un titre formel, abstrait. L'émission d'un chèque tiré sur un banquier chez lequel le tireur ne possède pas de fonds disponibles, ou créé en violation des conventions passées entre le tireur et le tiré, oblige quand même le tireur et les endosseurs, dès l'instant où il a été

mis en circulation. Théoriquement le caractère formel du chèque ne fait pas de doute. Il est intéressant à ce sujet de noter que la jurisprudence fait sienne cette conception. Dans un jugement de la Confédérale suisse du 22 septembre 1908, nous lisons, en effet ; « La convention préalable passée entre le tireur et le tiré est un contrat sui generis du droit moderne. *Sa validité ne dépend pas de la cause qui forme le fond de la relation entre les parties* ».

Ceci est un peu nébuleux. Il semble bien, néanmoins, que M. Pynowsky regarde comme suffisante la convention préalable entre le tireur et le tiré : il estime que cette convention n'a pas à être renforcée par des fonds provenant, par exemple, de dépôts ou de crédits ouverts. En réalité, il y a fonds disponibles, dès que des sommes sont mises à la disposition d'une personne par une autre. La conférence de la Haye, n'a pas, semble-t-il, assez approfondi cette question ; il y aurait lieu de la reprendre. C'est qu'en effet si, en soi, fonds disponibles et convention préalable s'équivalent peut-être, l'on est obligé de reconnaître que, dans la pratique, l'exigence de fonds à côté de la convention présente un avantage : celui de rappeler au tireur qu'il doit faire attention et ne pas dépasser son crédit. Au delà le tiré ne payerait sans doute pas, car, sauf circonstances spéciales, il n'a qu'un rôle, celui de caissier du tireur ; il n'est pas son banquier. Un caissier ne paye que s'il a des fonds au compte de son donneur d'ordre. Malgré cela, nous persistons néanmoins à croire que la convention préalable est la condition nécessaire et suffisante pour le tirage des chèques ; c'est elle qui en détermine les possibilités et les limites.

Dans une étude sur la lettre de change, M. Lacour, professeur à la Faculté de droit de Lille, a écrit : « Dans le droit allemand et italien, la lettre de change est un titre abstrait et autonome qui se suffit à lui-même. En la tirant, le tireur s'engage à procurer au porteur l'acceptation du tiré et, à l'échéance, le paiement. *Le porteur peut compter sur cet engagement ; mais il n'a pas à s'inquiéter des moyens que le tireur emploiera pour le remplir.* La question de la provision n'intéresse que les rapports entre le tireur et le tiré qui sont extérieurs à la lettre de change ».

A plus forte raison en est-il ainsi du chèque qui joue, bien plus que la lettre de change, le rôle de monnaie. Si ce point de vue était admis, « fonds disponibles » signifierait fonds tenus par un individu à la disposition d'un autre pour quelque cause que ce soit. La seule chose essentielle, ce serait la *convention de mise à la disposition*. Reste à dire à quel moment cette mise à la disposition doit exister. Est-ce à l'instant où le chèque est émis ? Est-ce à l'instant où le chèque est présenté au paiement ? Au point de vue purement logique, c'est la première solution qui devrait prévaloir. Le chèque, en effet, est un moyen de règlement et non pas de crédit ; il doit donc être couvert au moment même de sa signature, car il doit représenter de l'argent. Mais en pratique, il peut suffire que la provision existe à l'instant de la présentation. A La Haye, cette question donna lieu à d'importants débats. Diverses législations sont, en effet, très strictes sur la « préalabilité » de la provision : il en est ainsi de la France, et même de la Suisse et de la Belgique. A La Haye, l'un des délégués, M. Würtz-Weiler, prenait

l'exemple suivant : « Un banquier reçoit de son correspondant à Paris, l'avis télégraphique qu'il mettra à sa disposition pour le lendemain 500.000 marks à Berlin. Le banquier est absolument sûr que les fonds seront à Berlin le lendemain, et il dispose de ces fonds au moyen d'un chèque le jour même où il reçoit l'avis. Y a-t-il provision préalable d'après le système français, ou non ? »

Ainsi invité à s'expliquer, M. Lyon-Caen, qui représentait la France, répondait par la négative. La jurisprudence est, en effet, très ferme sur ce point et presque unanime. Voici quelques décisions de justice que l'on pourrait sans peine multiplier : on n'aurait que l'embaras du choix.

Tout d'abord un jugement du Tribunal civil de Mâcon du 19 Avril 1875 : « Le chèque n'est et ne doit être qu'un instrument de paiement entre les mains du créancier et non un instrument de crédit ; celui qui est émis et négocié pour le recouvrement du prix d'une facture de marchandises, non acceptée par le débiteur, ne reposant pas sur une provision préalable de fonds disponibles, constitue, non un véritable chèque, mais un effet de commerce et doit en conséquence être revêtu du timbre proportionnel » (Dalloz 1876, 5, 436).

Puis un arrêt de la Cour d'appel de Caen du 6 Juin 1882 : « Un chèque est nul quand le tiré n'a pas reçu de provision préalable. Cette provision préalable doit exister entre les mains du tiré, auquel le chèque sera présenté et non entre les mains d'un tiers ; ainsi l'on ne peut considérer comme provision l'engagement pris par un commissionnaire de faire des avances sur des marchan-

dises et de procurer bon accueil au chèque tiré non sur lui, mais sur une autre personne et au moyen duquel l'expéditeur doit toucher les sommes ainsi avancées » (Dalloz 1884, 2, 13.)

La Cour de Cassation n'est pas moins catégorique que les Tribunaux et les Cours d'appel ; à preuve l'arrêt suivant du 24 Mars 1890 : « Attendu qu'aux termes de l'article 2 de la loi du 14 Juin 1865, le chèque ne peut être tiré que sur des tiers ayant provision préalable ; attendu qu'on ne saurait considérer comme constituant une telle provision l'inscription en compte-courant existant entre le tireur et le tiré d'effets négociables non encore échus, remis au dernier sous la condition de leur encaissement à l'échéance : qu'en ce cas le résultat du compte-courant et la qualité de débiteur pour le tiré ne peuvent être connus que lors de la clôture du compte après l'encaissement des valeurs, le paiement du chèque est subordonné à la balance de ce compte au profit du tireur... » (Dalloz 1891-1. 427).

Voici encore un très intéressant arrêt de la Cour d'appel de Lyon (14 Mai 1890) : « Considérant que, lors de la présentation du chèque la société lyonnaise en a refusé le paiement par le motif qu'elle n'avait pas entre ses mains provision préalable et disponible ; qu'il est certain en effet que la contre-valeur lui avait été envoyée en remises qui n'étaient pas acceptées ou qui ne l'ont été que postérieurement et qui même n'ont pas été toutes payées. Considérant que l'existence d'une provision préalable et disponible est la condition caractéristique du chèque ; qu'à défaut il est atteint d'une nullité radicale et ne peut par conséquent avoir pour effet de transmettre au porteur la

propriété des sommes qui seraient ultérieurement advenues aux mains du tiré... » (Dalloz 1891, 2, 180).

Ces décisions de justice, empruntées à tous les ordres de Tribunaux, suffisent à établir d'une manière incontestable l'assertion que nous émettions ci-dessus : à savoir que la « prélabilité » de la provision est requise en droit français à peine de nullité du chèque.

Cependant, parmi toutes ces décisions concordantes, en voici une divergente. Elle a été admise par la Cour d'appel de Douai qui, le 18 Décembre 1902, a rendu le remarquable arrêt que voici :

« La Cour : — attendu que la Compagnie algérienne, porteur du chèque de 18.000 francs tiré de Tunis par le sieur Montefiore sur Béthancourt, demeurant à Corbelieu près de Douai, et payable chez Dupont en la dite ville, réclame le montant de cette valeur en se fondant, 1° sur ce que Béthancourt a reçu en temps utile les 18.000 francs constituant la provision du chèque et 2°, sur ce que ces 18.000 francs étaient expressément affectés au paiement du dit chèque et ne devaient pas être appliqués à un autre usage : attendu qu'à tort les premiers juges ont refusé de faire droit à cette demande par le motif que le chèque dont la Compagnie algérienne a escompté le montant n'a n'avait pas reçu provision chez le tiré : *attendu en effet que la nullité d'un chèque tiré sans provision préalable laisse subsister l'engagement pris par le tireur et transmis au porteur par voie d'endossement ; que cette nullité, en supposant qu'elle ait existé, bien que la loi ne la prononce pas, n'est pas absolument irrémédiable, mais peut être couverte si la provision est fournie en temps utile ;* attendu qu'il est établi que Béthancourt, au moment où il a reçu les 18.000

francs affectés au paiement du chèque pouvait encore acquitter cette valeur et en opérer le retrait s'il l'avait voulu ; que par conséquent la provision a été faite en temps utile ; qu'en effet Béthancourt, avisé de l'arrivée du chèque à Douai, a télégraphié à Montefiore :

« Si reçois pas fonds aujourd'hui même chèque retournera protesté » ; que Montefiore lui a alors demandé « 18.000 francs prêts, où faut-il les envoyer ? » et que Béthancourt lui a répondu. Envoyez urgence télégraphiquement les 18.000 francs Bernard Arras » : que de ces 3 télégrammes échangés le 24 septembre 1901 il résulte que Béthancourt s'engageait à acquitter le chèque, s'il recevait les fonds nécessaires : que les mots « aujourd'hui même » ne contenaient pas la fixation d'un délai sans remise possible, mais seulement l'indication de l'urgence, puisque le même jour Béthancourt télégraphiait de Paris à Tunis à 9 heures 55 du soir d'envoyer les fonds à Paul Bernard et que cet avis expédié à une heure aussi tardive ne pouvait pas être exécuté le 24 septembre : que Béthancourt n'est pas fondé à décliner la responsabilité de ce télégramme qui, étant la réponse à une question qui lui était posée, a été nécessairement envoyé par lui ou par son ordre : attendu au surplus que le 25 septembre Montefiore a déclaré à Paul Bernard, constitué le mandataire de Béthancourt prévenez Béthancourt faire revenir chèques 18.000 francs chez Dupont ; nous enverrons demain fonds » que Béthancourt n'a pas protesté contre la tardivité de cette envoi : attendu que le 27 septembre, les fonds étaient aux mains de Béthancourt avant 10 heures 25 et que ce même jour le protêt a été déclaré dans l'après-midi : qu'il n'a pas été possible de savoir s'il s'agit de 10.25

du matin ou de 10 heures 25 du soir : mais que, même dans cette dernière hypothèse, Béthancourt pouvait encore acquitter le chèque ; qu'en effet il est dans les usages du commerce que les protêts ne sont enregistrés que le lendemain de la présentation de l'effet ; que, dans l'intervalle ils restent dans l'étude de l'huissier instrumentaire où le débiteur peut encore se libérer, le protêt étant dans ce cas considéré comme non venu et l'huissier ayant d'ailleurs droit à des frais et honoraires ; que, par conséquent les fonds ont été fournis en temps utile et que la nullité initiale du chèque a été couverte par l'envoi ultérieur de la provision..... » (journal des Tribunaux de commerce 1904, pages 6, 7 et 8).

D'après la Cour d'Appel de Douai, la provision est constituée en temps utile lorsqu'elle l'a été le jour même du protêt, ou même avant son enregistrement les usages du commerce étant que le protêt reste jusqu'à son enregistrement au moins de l'huissier instrumentaire duquel le débiteur peut encore se libérer.

Cet arrêt appelle diverses observations : 1° il est certainement contraire au droit français qui exige, comme nous l'avons vu, la « prélabilité » de la provision ; 2° il s'inspire d'une tendance intéressante en ce sens qu'il est très libéral et équitable ; 3° il dépasse le but utile : s'il n'est pas indispensable en fait que la provision existe au moment de la signature du chèque, il est absolument nécessaire qu'elle existe à l'instant de la présentation. Permettre de la constituer jusqu'à l'enregistrement du protêt, c'est aller à l'encontre des caractéristiques essentielles du chèque, lequel est et doit rester un instrument de paiement. Si le système admis par la cour de Douai prévalait, le chèque

que cesserait d'être à vue ; c'en serait fait de sa fonction économique propre.

Néanmoins, il y a quelque chose à retenir de l'arrêt de Douai : c'est que la législation et la jurisprudence françaises sont trop strictes et trop formalistes en matière de préalabilité de la provision. Il conviendrait de décider qu'il faut et qu'il suffit que la dite provision existe au moment de la présentation du chèque au paiement. Une réforme législative serait donc nécessaire, les tribunaux n'ayant que la mission de dire et non pas celle de faire le droit.

Que cette réforme s'impose, l'on en a la preuve dans le fait suivant. A la Haye, l'un des délégués belges, M. Carton de Wiart encore que la loi de ce pays soit la même que celle de la France sur la « préalabilité » de la provision, observe « qu'en fait, le chèque étant essentiellement à vue la distinction est plus théorique que pratique, et que communément un chèque est considéré dans la pratique comme régulier même si la provision n'est pas constituée au moment même où le chèque est signé, pourvu qu'elle le soit au moment de la présentation. Il peut arriver, par exemple, que pour reconstituer des disponibilités, l'on donne à un banquier, étant entendu qu'il vous créditera immédiatement du produit approximatif de la vente, un ordre de vendre des titres en même temps que l'on crée le chèque. *Il n'y a pas de provision préalable à l'émission et l'on ne peut cependant dire que le chèque est irrégulier* ».

Bref, en Belgique, et l'on peut ajouter partout où la législation est la même, la pratique s'est relâchée des exigences inscrites dans les textes. Or, il ne faut pas oublier

qu'en matière commerciale et financière, le législateur doit s'attacher à modeler les textes sur les usages et les besoins.

La France serait donc, semble-t-il, bien inspirée si elle élargissait ses conceptions en matière de provision.

Il est à noter que les pays où le chèque s'est le plus développé, c'est-à-dire l'Angleterre et l'Amérique, ne s'occupent pas des relations entre tireur et tiré. C'est ce qu'exposait M. Makenzie Chalmers délégué à La Haye. Pour qu'un chèque soit régulier, il suffit que le tireur ait le droit de l'émettre sur le tiré, quel que puisse être le fondement de ce droit.

En Allemagne, on donne un peu plus de précisions : « sera considéré comme avoir le montant jusqu'à concurrence duquel le tiré est tenu de payer les chèques du tireur, conformément aux liens juridiques existants entre eux ». (Art. 3 de la loi du 11 Mars 1908).

Il nous semble que ce texte est très heureusement rédigé : il est à la fois large et précis. Comme le remarquait M. de La Vallée-Peussin à La Haye, du moment que la simple ouverture de crédit est considérée comme une provision, il faut en conclure que ce mot a aujourd'hui une acception extrêmement large dont la portée semble équivaloir à celle de « convention préalable ». Il va de soi que dans ce système la provision existe généralement au moment de l'émission ; mais il suffirait qu'elle soit créée entre l'émission et la présentation, c'est-à-dire que la convention nécessaire entre le tireur et le tiré intervienne à ce moment.

Le législateur français apparaît donc comme un peu

en retard en ce qui touche la conception qu'il se fait de la provision. Il faut reconnaître pourtant que, dans les dernières années, le système français a reçu de sérieux amendements.

Nous faisons allusion à la loi du 2 Août 1917.

CHAPITRE II

LES INNOVATIONS DE LA LOI DU 2 AOÛT 1917

Ces innovations sont inspirées d'un dessein unique qui est de renforcer la sécurité du chèque. Et cela est, en effet, tout à fait essentiel, car le chèque ne pourra se développer que du jour où il inspirera la même confiance, ou à peu près, que le billet de la Banque de France. C'est à ce but que tendent les réformes de la loi précitée (2 Août 1917).

Elles sont de deux ordres :

1° la loi du 2 Août 1917 dispose que « si la provision est inférieure au montant du chèque, celui-ci produit tous les effets attachés au chèque régulier, jusqu'à concurrence de la dite provision ;

2° elle élève les pénalités au cas d'émission du chèque sans provision, ou, pour parler plus exactement, elle en étend le champ d'application.

Ces deux réformes ne peuvent se comprendre que par une comparaison de l'état de choses *avant* et *depuis*.

Tout d'abord la loi du 2 Août 1917 décide que le chèque est valable jusqu'à concurrence de la provision. Dans le régime antérieur il en était différemment : le chèque insuffisamment provisionné était nul pour le tout. La jurisprudence était nettement fixée en ce sens : en voici la preuve.

C'est d'abord un jugement du tribunal de commerce de

la Seine, du 21 Mars 1893. « En matière de chèque, la condition essentielle d'existence consiste dans la provision préalable disponible. Et cette provision existe ou n'existe pas, selon qu'elle atteint la somme portée au chèque, la dépasse ou lui reste inférieure ; mais elle n'existe pas à concurrence d'une fraction de cette même somme. Dès lors, en l'absence de la provision absolue, le chèque est frappé d'une nullité radicale et est impuissant à transférer au porteur une provision partielle, et l'offre faite par l'établissement débiteur de verser le reliquat du solde créditeur du déposant répondant uniquement à la demande en paiement d'un chèque créé sans provision est sans objet » (Journal des Tribunaux de commerce, 1894, p. 156).

C'est ensuite un arrêt de la Cour de Cassation du 7 Janvier 1903. Il est relatif à une affaire dans laquelle tous les degrés de juridiction ont été successivement épuisés. A la date du 31 Mars 1900, la Cour d'Appel d'Aix avait rendu l'arrêt suivant par adoption pure et simple des motifs d'un jugement du tribunal de Commerce de Marseille en date du 3 Février 1899 :

Attendu que le 15 juillet 1898, M. Gueydon de Marseille a émis un chèque de 6.000 sur J. Benoit, Gorgue et Cie à Paris à l'ordre de la Société marseillaise de Crédit industriel et commercial et de dépôts. — que sur la présentation du chèque le 19 juillet, les tirés ont refusé de payer pour le motif qu'ils n'avaient pas en mains une provision égale au montant du chèque, n'étant créditeurs envers le tireur que de la somme 5.711 frs ; attendu qu'à cette date du 19 juillet, Gueydon a été déclaré en état de faillite que J. Benoit Gorgue et Cie, ont versé aux mains du syndic la dite somme de 5.711 frs dont ils se reconnaissaient

redévolables envers la faillite ; attendu que la société marseillaise de Crédit industriel et commercial et de dépôts, se prévalant de sa qualité de porteur de chèque, revendiquera la somme de 5.711 frs comme constituant jusqu'à concurrence la provision du chèque que celle-ci a cité en remboursement J. Benoit, Gorgue et Cie comme ayant indument payé et le syndic de la faillite Gueydon comme ayant indument reçu la somme en litige : attendu que la loi du 14 juin 1865 définit le chèque : « l'écrit qui sous forme de mandat de paiement sert au tireur à effectuer à son profit ou au profit d'un tiers le retrait de tout ou partie des fonds au crédit de son compte chez le tiré disponibles » que cette définition implique nécessairement l'existence d'une provision dont le caractère est d'être à la fois préalable, liquide et disponible — que le chèque — n'est qu'un simple billet de paiement représentant des espèces effectivement en caisse à disposition immédiate du porteur, à la différence de la lettre de change, instrument de crédit qui n'est le plus souvent qu'un moyen de remplacer l'argent quand il est absent, indisponible ou non encore liquide : qu'il en résulte que le chèque a pour condition essentielle de validité l'existence d'une provision préalable et *intégrale* ; que *faute de provision suffisante, il est frappé dès l'origine, d'une nullité radicale et incapable de produire aucun effet au profit de qui que ce soit ; qu'il constitue d'autre part un être invisible et irréductible qui vaut pour la somme intégrale qui y figure et ne saurait comporter un paiement partiel* ; attendu en fait que J. Benoit, Gorgue et Cie n'ayant en caisse que 5.711 frs à la disposition du créateur du chèque de 6.000 frs ont été fondés à en refuser le paiement au porteur ; que le dit chèque

émis sans provision suffisante est nul et de nul effet ; que la société Marseillaise demanderesse est, sans droit ni titre, pour se faire attribuer par préférence la somme de 5. 711 frs.... »

La Société Marseillaise de crédit industriel et Commercial et de dépôts se pourvoit en cassation. L'arrêt précité fut en effet cassé mais pour des motifs sans rapport avec la question qui nous occupe — il y eut renvoi devant la Cour de Nîmes. Celle-ci décida — contrairement au Tribunal de commerce de Marseille (3 février 1899) et à la Cour d'Aix (31 mars 1900) que le chèque en litige était valable à concurrence de 5711 frs et donna par conséquent gain de cause à la société marseillaise, assimilant en matière de provision partielle, le chèque à la lettre de change.

A leur tour, Benoit, Gorgue et Cie et le syndic de la faillite Gueydon se pourvoient en cassation et voici l'arrêt qui intervint « attendu que le chèque n'est valable et ne peut produire d'effets que si le tiré a, préalablement entre les mains, une provision suffisante pour que le montant en soit acquitté à la première réquisition — que la nullité existe, en cas d'insuffisance comme en cas d'absence de provision, le chèque alors n'étant pas ce qu'il doit être, dans l'esprit du législateur, un instrument non de crédit, mais de paiement.... » (Dalloz 1905 — 1 — 377. Arrêt du 15 mars 1905).

Bref la Cour de Cassation estime que la Cour d'appel de Nîmes a violé la loi et elle renvoie devant la Cour de Montpellier. Cet arrêt devait définitivement fixer la jurisprudence ; mais il devait soulever les critiques de la doctrine et du monde des affaires.

M. Lacour a publié une importante dissertation sur l'arrêt précité. Personnellement il l'approuve, mais il ne dissimule pas qu'il est exposé à de nombreuses objections : d'abord il peut paraître bien rigoureux d'annuler un chèque de 6000, alors qu'il y a provision pour 5711 frs. Une différence minime exclut toute intention de fraude chez le tireur et tient vraisemblablement à une erreur matérielle qu'il a commise dans l'établissement de son compte avec le tiré. De pareilles erreurs peuvent se produire fréquemment et le porteur qui n'a aucun moyen de les connaître, en sera pourtant la victime. *La crainte de la nullité, en diminuant la sécurité sur laquelle les porteurs croyaient pouvoir compter ne va-t-elle pas constituer en définitive une entrave fâcheuse à la circulation des chèques ?*

Quoique très favorable à l'arrêt, puisqu'il voudrait en étendre l'application à la lettre de change elle-même, M. Lacour poursuit : « *La Cour de Cassation doit s'attendre au reproche d'avoir méconnu les besoins de la pratique, dont elle tient habituellement un si grand compte. On ne manquera pas de dire qu'elle est entrée dans une voie déplorable au point de vue économique. L'élément de crédit réel qui résulte dans notre législation du droit exclusif accordé au porteur sur la provision sera subordonné à l'existence d'une provision totale ; il va disparaître toutes les fois qu'elle n'atteindra pas le montant de l'effet, alors même que l'écart serait d'une somme dérisoire. Il y aura toujours là une menace et une cause d'inquiétude pour les porteurs* ».

M. Lacour ajoute d'ailleurs que « cette considération le touche peu, parce qu'il lui semble qu'on exagère singulièrement la valeur effective de cet élément de crédit. Dans les pays qui nous entourent (la Belgique exceptée), on

n'en reconnaît pas l'existence et cette lacune ne compromet nullement la sécurité de la circulation fiduciaire. Si c'était vraiment là une infériorité législative, comment expliquer que les Anglais, les Allemands etc... n'aient pas songé à la faire disparaître ? En réalité, le degré de confiance qu'inspirent les effets de commerce dépend bien plutôt de la solidité des signatures dont ils sont revêtus que de l'existence toujours problématique (surtout dans le cas de la lettre de change) d'une provision détenue par le tiré ».

En résumé, le distingué professeur se range à l'avis de la Cour de Cassation, mais avec l'espoir que la législation française arrivera à ne pas se préoccuper des relations du tireur et du tiré — comme c'est le cas de l'Angleterre, ainsi que nous l'avons déjà vu. Non seulement les milieux économiques ont élevé des critiques contre l'arrêt de cassation ci-dessus rappelé mais il en est de même dans les milieux juridiques. L'opinion de M. Lacour est restée à peu près isolée. M. Thaller et Lyon-Caën notamment se prononcent nettement contre. Dans son *Traité élémentaire de droit commercial*, 3^e édition n° 2646, le premier écrit : « qu'un pareil chèque donne droit aux mêmes actions qu'un chèque régulier. Car le porteur s'est fié au dehors du titre il n'était pas renseigné sur l'absence de provision qui est un vice latent ; il serait dur de le frapper ». Le second a soutenu que la Cour de Cassation a exagéré la portée des dispositions légales qu'elle invoque dans son arrêt. De ce que la provision est incomplète, il ne s'ensuit pas nécessairement que le chèque cesse d'être un instrument de paiement ; il pourra néanmoins jouer ce rôle jusqu'à concurrence de la provision existante et

dès lors pourquoi ne serait-il pas valable dans cette mesure ! Il y aurait donc seulement nullité pour partie (Sirey 1905 — 1. 161.

Que cette dernière solution fût la plus raisonnable et la plus heureuse, les discussions de La Haye en 1920 ne peuvent laisser aucun doute à cet égard. Il suffira de dire ici que le Comité décida par 17 voix contre 1 que le chèque était valable comme tel jusqu'à concurrence de la provision.

La France a fini par modifier sa législation et comme nous l'avons déjà dit, la loi du 2 août 1917 dispose que l'intégralité n'est pas un caractère essentiel de la provision.

C'est là une innovation heureuse ; mais il y en a une autre dans cette loi qui ne présente pas un moindre intérêt, nous voulons parler de la répression de l'émission sans provision ou avec provision insuffisante ou enfin du retrait de la provision avant présentation. Ici encore nous procéderons par comparaison, c'est-à-dire que nous exposerons quelle était la situation avant et ce quelle est depuis.

Dans le régime antérieur à la loi du 2 août 1917, il y avait des sanctions de deux sortes : d'abord des sanctions fiscales (article 6 de la loi de 1874), puis, éventuellement des sanctions pénales.

Les sanctions fiscales consistent dans une amende de 6 % ; sur ce point pas de modifications, sauf que l'amende n'est désormais perçue que sur le montant du chèque non provisionné ce résultat étant d'ailleurs dû à la réforme que nous avons étudiée ci-dessus.

Cette amende de 6 % est rarement infligée ; c'est en

effet à l'administration de l'enregistrement qu'il incombe de prouver soit l'absence, soit l'insuffisance de provision. De ce côté, donc, les risques de ceux qui tirent des chèques sans provision sont assez limités.

Les sanctions pénales proprement dites doivent retenir davantage notre attention. Avant la loi du 2 août 1917, le simple fait d'émettre un chèque sans provision ou avec provision insuffisante ou même de mauvaise foi, ne suffisait pas à faire tomber le tireur sous les coups du Code pénal ; il fallait qu'il s'y joignit des manœuvres frauduleuses. Il s'agissait en effet d'appliquer l'article 405 du Code pénal d'où la nécessité d'une certaine mise en scène, sans laquelle les éléments du délit manquent. Cela s'appelait l'escroquerie au chèque. Cette escroquerie ne résultait pas de la simple remise d'un chèque non provisionné : il fallait des manœuvres.

Voici un exemple ; j'achète une automobile et je règle avec un chèque sans provision, il n'y a pas escroquerie si je garde l'automobile ; mais si je la revends presque instantanément il y a escroquerie. Le chèque dans l'espèce, n'a été qu'un procédé frauduleux pour se procurer des fonds.

Depuis la loi du 2 août 1917, il en est tout différemment ; la simple émission, de mauvaise foi, constitue un délit. Mieux que de nombreuses pages d'explications le jugement suivant du tribunal correctionnel de la Seine rendra tangible la différence de la répression dans la loi de 1865 et dans la loi de 1917.

Le Tribunal :

Attendu que le 29 septembre 1917, le sieur A. achetait du sieur S. après échantillonnage, un lot de lentilles déposées en entrepôt à la Halle aux cuirs, moyennant le

prix de 22015 frs. Attendu que deux bons d'enlèvement de la marchandise furent immédiatement remis à A. qui régla par un chèque sur une succursale de la société centrale des Banques de province. Attendu que S. s'étant rendu à la Banque dont s'agit, le jour même, pour toucher le chèque, on refusa de le lui payer parce qu'il était daté du lendemain, fait dont A. s'était bien gardé de prévenir S.

Attendu que ni le lendemain, ni les jours suivants S. ne put se faire payer, A. ayant fait opposition au paiement et ayant même déchiré le chèque dont il était rentré momentanément en possession. Attendu qu'il fut par la suite démontré que A. n'avait pas à la Banque provision suffisante en espèces pour payer ce chèque. Attendu qu'à raison de ces faits A... est poursuivi 1° pour escroquerie ; 2° pour émission de chèque sans provision, délit prévu par la loi du 2 août 1917.

En ce qui concerne l'escroquerie :

Attendu que A. a fait connaître que s'il a détruit le chèque, refusé de prendre livraison de la marchandise et rendu à S. les bons d'enlèvement, résiliant ainsi de sa propre autorité le marché conclu, c'est parce qu'il avait appris entre temps que partie des lentilles était avariée. Attendu qu'il résulte bien en effet qu'une certaine quantité des lentilles vendues était impropre à la consommation : attendu d'autre part que S... paraît avoir accepté la résiliation puisqu'il a repris les bons d'enlèvement et revendu la marchandise à un autre acheteur à peu près aux mêmes conditions.

Attendu dès lors que l'inculpation d'escroquerie ne paraît pas suffisamment établie.

Dégageons la conclusion : sous le régime de la loi de 1865, le sieur A. devait donc être acquitté : il n'avait pas usé de manœuvres assez caractérisées pour être frappé par l'article 405. Son cas était donc « bon » s'il est permis de s'exprimer ainsi : mais il devient mauvais du fait de la loi du 2 août 1917. Le tribunal poursuit en effet :

En ce qui concerne l'émission d'un chèque sans provision ;

Attendu que le délit doit être examiné séparément sans tenir compte des divers incidents qui viennent d'être analysés, et en se plaçant uniquement au point de vue de la loi nouvelle du 2 août 1917.

Attendu qu'il était déjà reconnu en jurisprudence que l'on ne pouvait considérer comme constituant une provision en matière de chèque l'inscription à un compte courant d'effets négociables non encore échus...

Attendu que cette théorie doit être beaucoup plus rigoureusement appliquée depuis la loi du 2 août 1917 qui dans un but de défense nationale, pour économiser la circulation des billets de banque, afin de fortifier la confiance du public dans le chèque, a puni de peines correctionnelles le fait d'émettre un chèque sans prévision préalable et disponible. Attendu que la mauvaise foi d'A. résulte suffisamment de cette circonstance que, au moment même où il émettait le chèque litigieux, il savait pertinemment qu'il n'avait pas de fonds disponibles à son compte et de cet autre fait qu'il a postdaté son chèque sans prévenir S.

Par ces motifs :

Acquitte A du chef d'escroquerie : le déclare coupable

d'avoir depuis moins de trois ans, à Paris, de mauvaise foi, émis un chèque sans provision préalable et disponible, délit prévu et puni par l'article 2 de la loi du 2 août 1917 (*Gazette des Tribunaux*, 23 décembre 1918).

L'émission d'un chèque non couvert est donc plus sévèrement réprimée depuis la loi du 2 août 1917 — Nous estimons que c'est là une réforme heureuse parce qu'elle rend le chèque plus sûr et favorise ainsi sa diffusion. Mais nous devons reconnaître que ce point de vue est discuté. Au moment de l'élaboration de la loi sur le chèque, en 1864-65, deux opinions s'affrontèrent à cet égard ; deux opinions contradictoires et qui avaient pourtant le même dessein : aider au développement de l'emploi du chèque.

Certains voulaient réprimer très sévèrement l'émission des chèques non couverts, estimant que c'était, en somme mettre en circulation de la fausse monnaie. Pour eux, la sécurité du chèque serait de ce fait accrue et par suite sa diffusion facilitée.

D'autres au contraire estimaient qu'il n'y avait pas lieu de réprimer d'une façon spéciale l'émission d'un chèque non provisionné ; le droit commun devait suffire. Procéder autrement ce serait décourager les tireurs de chèques qui pourraient toujours craindre d'être inquiétés si d'aventure, leurs comptes en banque n'étaient pas tout à fait à jour. On éviterait d'user de cet instrument monétaire parce qu'il conduirait trop aisément devant un juge d'instruction.

En 1864-65 c'est de ce côté que penche la balance — on se borna à réprimer l'émission d'un chèque non couvert par des amendes fiscales et par le droit commun. Mais de tels abus se produisirent qu'il y eut un revire-

ment d'opinion dans les milieux financiers. Les Banques émirent des vœux pour que la répression devint plus sévère, et cela dans l'intérêt des règlements par cheque. Comme on l'a vu le législateur a fini par se rendre à ces vœux. Nous croyons, pour notre part, qu'il a bien fait.

Sans doute, en Angleterre, il n'existe pas de mesures répressives spéciales pour l'émission d'un chèque provisionné « Celui qui tire un chèque sans posséder des fonds suffisants pour y faire face est soumis aux peines prévues par le droit civil dans le cas d'une lettre de change ; mais celui qui tire un chèque sur une banque où il n'a pas de compte ou s'il a la certitude que le chèque ne sera pas payé est passible des peines criminelles prévues par la loi relative à la fraude. » Questions on Bankings practice éd. 1921.

Voilà donc un pays — et c'est celui où le chèque est le plus en faveur — qui se contente du droit commun. Mais diverses observations peuvent être présentées qui atténuent la portée de l'exemple anglais.

Tout d'abord, il est moins facile d'obtenir un carnet de chèques en Angleterre qu'en France. En posséder un, c'est une sorte de brevet d'honorabilité. Pour qu'une Banque ouvre un compte, il faut que le client lui soit en quelque sorte présenté. Il doit désigner deux patrons qui, jusqu'à un certain point, répondent au moins moralement de son honorabilité. Bref, la personne qui désire obtenir un carnet de chèques a d'abord une barrière, un obstacle à franchir. Il est vrai que cette barrière s'abaisse toujours et que bientôt elle aura vraisemblablement disparu. C'est qu'en effet de nouvelles banques se créent sans cesse qui doivent constituer une clientèle.

Pour ce faire, elles se relachent des anciennes exigences et ouvrent des comptes à peu près à tout venant. Il en est ainsi en France ; même dans les grands établissements de crédit l'on ouvre un compte avec une extrême facilité. Il suffit de faire un dépôt — même infime — de donner son nom et adresse et déposer un modèle de sa signature ; moyennant quoi, il est délivré, sur demande, un carnet de chèques, c'est à dire que toute personne peut ainsi obtenir en quelque manière, le droit d'émettre de fausse monnaie. On voit à la lecture des journaux que l'escroquerie au chèque est très fréquente, plus fréquente peut être que jamais.

La guerre, en effet, a développé une mentalité qui tend à n'attribuer de valeur qu'à l'argent parce que si l'on en est lesté, la vie prend un aspect riant, alors qu'au contraire elle est maussade et dure pour qui en est dépourvu. D'autre part l'on a vu des fortunes, s'édifier brusquement sans travail, dues seulement à des conjonctures sociales et qui sont dans des mains qui n'en savent faire qu'un usage grossier ou mesquin...

Dans de telles conditions, il apparaît à quelques uns que tous les moyens sont bons pour se procurer cet argent qui donne tout. En Angleterre, l'émission d'un chèque non couvert est très mal considérée ; elle disqualifie celui qui y recourt. En France, on est plus indulgent, il est même des cas où l'opinion publique se range du côté du voleur contre le volé. Il suffit pour cela que le premier ait procédé habilement et que le second appartienne à une catégorie de personnes qui passent pour faire de gros profits ou qui spéculent sur les passions humaines. Bref, l'ambiance en Angleterre n'est pas favorable à l'é-

mission de chèques non provisionné : on a donc moins besoin du droit pénal.

Contrairement à l'Angleterre, l'Allemagne s'occupe d'une façon spéciale de l'émission de chèques sans couverture et du retrait de la couverture une fois que le chèque est en circulation et elle édicte dans ce cas des peines civiles et correctionnelles. Pour ce qui est de ces dernières, on applique les règles relatives à l'escroquerie ; pour ce qui est des premières, le porteur a droit au paiement du chèque, augmenté de 6 % d'intérêts, des frais de retour et du 1/3 sur la provision, sans préjudice d'indemnités plus considérables encore dans des cas spéciaux. Même solution dans la législation autrichienne.

Pour notre compte, nous croyons qu'on ne saurait trop réprimer l'émission d'un chèque sans couverture. Du jour en effet où l'on aurait la certitude que le chèque a toujours provision, il serait accepté à l'égal du billet de la banque de France. C'est ce qu'observait déjà Stanley Jewons lorsqu'il écrivait : « quand on a une confiance entière dans le crédit du tireur et celui de la banque sur laquelle le chèque est tiré, on ne voit pas en quoi le chèque peut le céder au billet de banque comme monnaie représentative.

Dans certains pays, on a employé des chèques de cette façon, et aujourd'hui encore à Queensland, en l'absence d'espèces et de billets, les colons paient leurs ouvriers en petits chèques qui sont reçus dans les magasins et deviennent ainsi le médium circulant dans la colonie » (Stanley Jewons. La monnaie et le mécanisme de l'épargne 2^e édit. Paris 1877 p. 197).

C'est le cas des jetons de Monte Carlo et de Deauville.

Les administrations des Casinos de ces villes ont émis des jetons destinés à faciliter le jeu. Ces jetons qui sont au fond des chèques, sont acceptés sans difficultés par les hôtels et magasins. Ils circulent à l'égal des billets.....

Sans doute, la répression pénale si sévère qu'elle soit, ne suffit pas toujours à prévenir les délits. Mais elle compte cependant dans la balance et souvent fait pencher le plateau du côté utile à la société. Nous ne pouvons donc qu'applaudir aux réformes de la loi française du 2 août 1917. Est-elle suffisante ? doit-elle au contraire être à nouveau mise au point ? C'est qu'en effet on a déjà essayé de la tourner. En matière de chèque, c'est comme dans l'art militaire, ici l'on a la lutte du canon et de la cuirasse ; là la lutte de la loi et de ceux qui tentent d'y échapper.

CHAPITRE III

LES PROCÉDÉS DESTINÉS A TOURNER LA LOI DU

2 AOÛT 1917

Ces procédés sont connus dans la pratique sous le nom de « blocage de chèque ». Ils sont tout nouveaux et n'ont, à notre connaissance du moins, donné lieu qu'à peu d'études, c'est pourquoi nous avons l'intention d'y insister.

Avant tout, il convient de dire ce qu'est « le blocage du chèque » et cela non pas théoriquement — mais d'après des faits qui se sont produits. Voici « l'espèce » la plus intéressante qui se soit présentée ; elle a donné lieu à toute une gamme de décisions de justice.

D'abord un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine du 4 juin 1920.

Le Tribunal :

Attendu que Descors avait, le 25 février 1919, commandé à Citroën, quatre coupés-ville au prix de 9.800 frs chacun ; que la date de la livraison de ces voitures fut retardée et que leur prix fut l'objet de demandes importantes de majoration formulées par le constructeur et discutées par l'acheteur, que le 16 janvier 1920, Descors était mis en possession d'un coupé qu'il payait 12400 ; que le 21 février suivant, il prenait livraison des trois coupés automobiles qui lui étaient facturés 22.500 francs l'une et remettait contre reçu un chèque de 69.250 sur la Ban-

que Jules Strauss. Attendu que le même jour 21 février, Descors écrivait à Citroën qu'une grossière erreur s'étant glissée dans l'établissement des factures, il avisait son banquier d'avoir à refuser le paiement du chèque et qu'il entendait ne lui régler les voitures qu'au prix unitaire de 9.800 francs primitivement convenu ; qu'effectivement le chèque fut vainement présenté et donna lieu, le 26 février, à un protêt sur déclaration de la banque Strauss qu'elle avait « reçu de M. Descors des instructions écrites pour ne pas payer le chèque présenté, en raison de ce que une erreur existe dans le compte fourni par M. Citroën à M. Descors » ; attendu qu'il est certain et reconnu en barre que l'erreur alléguée par Descors n'était autre que le désaccord préexistant entre lui et Citroën sur la date de livraison des voitures, avait résolu en le signant de s'opposer à son paiement jusqu'à ce que le différend commercial fût tranché amiablement ou par décision de justice ; attendu qu'en agissant ainsi Descors a commis le délit d'émission de chèque sans provision préalable et disponible ; attendu que les décisions contradictoires de la jurisprudence sur la faculté pour le tireur d'un chèque de donner l'ordre au tiré de ne pas payer à présentation sont antérieures à la loi du 2 août 1917 ; que cette loi a eu pour but de diminuer la circulation fiduciaire et de fortifier la confiance du public dans le chèque pour en étendre l'emploi, qu'afin de faire considérer par tous avec certitude que le chèque est un mode de paiement équivalent à un versement en espèces elle a aggravé les dispositions de la loi du 14 juin 1865 et rigoureusement garanti le preneur contre la mauvaise foi possible du tireur : que le chèque devant faire l'office de monnaie, la nécessité d'une provi-

sion tenue par le tiré à la disposition d'abord du déposant puis du bénéficiaire du chèque jusqu'à l'expiration des délais légaux de présentation qu'en décider autrement et qu'admettre que l'acheteur qui n'a pu prendre livraison des marchandises qu'en les payant comptant au moyen d'un chèque puisse à son gré, avec ou sans motif plausible, s'opposer après la prise de possession à ce que son vendeur touche le chèque aboutirait à rendre suspect et inopérant ce mode de libération et annulerait les résultats poursuivis par la loi du 2 août 1917.

Attendu que le législateur, en mentionnant spécialement le cas de celui qui après émission d'un chèque a retiré tout ou partie de la provision prévoit la fraude la plus grave; qu'on ne saurait en conclure qu'il reconnaisse licite l'opposition au paiement du chèque dont le préjudice est moins direct que le retrait de la provision, mais qui constituant la négation du but visé ne permettrait les poursuites que dans le cas d'escroquerie comme sous le régime précédent de la loi du 14 juin 1865: attendu que Descors n'est pas fondé à alléguer sa bonne foi, vu l'absence de tout préjudice, que c'est en pleine connaissance de cause qu'il a frauduleusement obtenu la livraison des trois automobiles dont la vente était faite au comptant et que Citroen ne lui aurait pas remis s'il avait su que le chèque était sans provision disponible, attendu que l'insolvabilité du tireur n'est pas un des éléments du délit, que celui-ci ne disparaît donc pas par le fait qu'à la suite d'offres, d'oppositions et de cautionnement, la somme litigieuse de 69.250 francs est actuellement consignée, que Citroen dépossédé de ses trois voitures contrairement aux conventions intervenues ne pourra en toucher le prix qu'à

l'issue peut-être lointaine du procès ou de défendeur qu'il aurait du être, il se trouve en posture de demandeur... qu'il a de plus été obligé d'avancer au Trésor de ses deniers la somme de 6.750 francs, représentant la taxe de luxe de 10% ; que le Tribunal possède ainsi les éléments pour fixer à 5000 francs le préjudice qui lui a été causé ; attendu qu'il existe dans la cause des circonstances atténuantes....

PAR CES MOTIFS

Faisant application de l'article 6 de la loi du 14 juin 1865 modifié par les lois du 18 février 1874 et 2 août 1917.

Condamne Descors à 18.000 frs. d'amende.

Ce jugement que nous commenterons plus loin fut frappé d'appel et entièrement réformé dans l'arrêt que voici :

La Cour :

Considérant que le jugement entrepris a décidé que Descors avait commis le délit d'émission de chèque sans prévision préalable et disponible : que, par des considérations juridiques, s'inspirant du but poursuivi par le législateur, il a assimilé l'opposition à paiement au retrait en tout ou en partie de la provision, après l'émission du chèque, Descors ayant ainsi frauduleusement obtenu la livraison des trois automobiles dont la vente était faite au comptant et que Citroen ne lui aurait pas remises s'il avait su que les chèques étaient sans provision : — Considérant qu'il n'est pas douteux que Descors en voyant passer sans résultat, malgré ses nombreuses réclamations, les dates de livraison prévues au contrat du 25 février 1910 et dans les accords qui ont suivi, a voulu s'assurer la remise toujours différée de ses voitures ; que, si peu délicat

qu'ait été le procédé auquel il a eu recours, il y a lieu de rechercher si les réparations demandées par la partie civile prennent leur source dans une violation de la loi du 2 août 1917; — Considérant tout d'abord qu'à l'émission du chèque, 21 février 1920, il y avait *une prévision préalable et disponible*, ainsi qu'en fait foi le relevé du compte de Descors à la banque Jules Strauss et qu'il n'a été effectué postérieurement à l'émission aucun retrait même partiel, points qui d'ailleurs ne sont pas contestés; considérant qu'à défaut d'une disposition expresse de la loi, on ne saurait, par voie d'analogie ou d'assimilation, ajouter au texte précis et limitatif d'une loi répressive des modalités qui n'y figurent pas : qu'en l'espèce Descors s'est borné à suspendre un paiement auquel il estimait ne pas être tenu jusqu'à ce que la justice ait statué sur le différend existant entre lui et Citroën, sans exposer toutefois celui-ci au préjudice qui eut résulté pour lui d'un retrait total ou partiel de la provision, si Descors l'avait effectué en violation de la loi du 2 août 1917; qu'en effet Citroën a pu prendre les mesures conservatoires que justifiait la sauvegarde de ses intérêts, en pratiquant des oppositions entre les mains du banquier Strauss : qu'ainsi sa créance se trouve garantie tant par les sommes en banque que par celles déposées à la Caisse des dépôts et consignations à la suite d'offres reçues effectuées par Descors...

PAR CES MOTIFS

Infirmes le jugement en ce qu'il a fait une fausse application de la loi du 2 août 1917: décharge Descors des condamnations pénales en réparations civiles prononcées contre lui.
(Gazette des Tribunaux 23 et 24 décembre 1921).

Monsieur Citroën se pourvoit en cassation contre cet arrêt, et le 31 Mars 1922 intervint l'arrêt suivant :

La Cour :

Sur le moyen pris de la violation de l'article 2 de la loi du 2 Août 1917 et de l'article 7 de la loi du 20 Avril 1810, pour défauts de motifs et de base légale, en ce que l'arrêt attaqué a décidé que le fait par le tireur d'un chèque de donner l'ordre au tiré de n'en pas payer le montant ne constituait par l'infraction prévue par le dit article 2 sus visé.

Vu les dits articles :

Attendu qu'aux termes de la loi du 2 août 1917 l'art 2 celui qui a de mauvaise foi émis un chèque sans provision préalable et disponible ou qui a retiré après l'émission, tout ou partie de la provision, est passible d'une peine d'emprisonnement de 2 mois à 2 ans et d'une amende qui ne pourra excéder le double de la valeur nominale du chèque, ni être inférieure au quart de cette valeur ; attendu que l'arrêt attaqué constate qu'après avoir remis à Citroën, en paiement de 3 coupés dont il venait d'obtenir livraison, un chèque de 69.250 Francs avisa le même jour son banquier de ne pas payer le chèque et prévint Citroën qu'une grossière erreur s'étant glissée dans l'établissement des factures, il ne se reconnaissait débiteur que de 9.800 francs par voiture, prix stipulé au contrat primitif ; — Attendu néanmoins que la Cour d'appel a refusé de faire application à D... des dispositions sus visées, motif pris de ce qu'il n'avait d'autre but que de s'assurer la livraison, toujours différée, des voitures qu'il avait commandées ; qu'il s'était borné à suspendre un paiement auquel il estimait ne pas être tenu, jusqu'à ce qu'il ait été statué en justice :

et qu'enfin Citroën n'avait éprouvé de ce fait aucun préjudice, sa créance demeurant garantie, tant par les sommes en banques sur lesquelles, il avait fait opposition que par celles séparées à la caisse des dépôts et consignations à la suite d'offres réelles faites par D... Mais attendu que le prévenu n'avait obtenu la livraison des voitures par lui commandées qu'en échange du chèque que Citroën considérait comme un paiement définitif : que l'ordre donné par D. à son banquier de ne pas effectuer le paiement du chèque équivalait au retrait de la provision devenue indisponible et rendait illusoire la remise du chèque ; que la situation ainsi créée avec une mauvaise foi qui ressort des constatations de l'arrêt attaqué était nécessairement préjudiciable à Citroën et contraire à l'esprit et au texte l'article sus visé.

Par ces motifs

L'affaire en est là au moment où nous écrivons (Novembre 1922) : elle est du plus haut intérêt parce qu'elle est relative à une question nouvelle et très délicate. Et c'est pourquoi nous avons cru devoir citer dans leur intégralité les décisions de justice qui sont intervenues et non pas seulement en donner une analyse. En effet les considérations de fait et d'équité jouent toujours un grand rôle dans les solutions jurisprudentielles, et c'est la raison pour laquelle il convient de relater les espèces telles qu'elles se présentent et de ne pas en donner seulement le schéma.

En examinant les faits — on voit en quoi consiste exactement le « blocage du chèque » c'est un procédé qui consiste à remettre un chèque provisionné, mais à défendre au tiré de la régler et cela avant que ne soient expi-

rés les délais légaux de présentation. — Ces délais sont très variables selon les pays — à raison de la différence des moyens de communication et de transports : mais en France ils sont de 5 jours si le chèque est sur la même place et de 8 jours s'il est de place à place... Bloquer un chèque, c'est donc l'acte par lequel le tireur défend au tiré de le payer, encore qu'il y ait provision — Cette provision est d'ailleurs laissée chez le tiré, « à sa disposition de qui il appartiendra ».

Nous ne sommes donc en présence ni d'une absence, ni d'une insuffisance, ni d'un retrait de provision, nous sommes en face d'une immobilisation. — Toute la question est dès lors de savoir si cette pratique tombe sous le coup de la loi du 2 Août 1917.

Le Tribunal correctionnel de la Seine se prononce pour l'affirmative, mais par des attendus assez inquiétants — eu égard du moins aux principes qui régissent le droit pénal... Il affirme — mais c'est cela même qui est en question, que le chèque devant faire office de monnaie, la nécessité d'une provision tenue par le tiré à la disposition d'abord du déposant, puis du bénéficiaire du chèque jusqu'à l'expiration des délais légaux de présentation : qu'en décider autrement et qu'admettre que l'ordre tenu qui n'a pu prendre livraison qu'en les payant comptant au moyen d'un chèque puisse à son gré, avec ou sans motif plausible s'opposer après la prise de possession à ce que son vendeur touche le chèque, aboutirait à rendre suspect et inopérant ce mode de libération, et annulerait les résultats poursuivis par la loi du 2 Août 1917.

Admettons provisoirement que ces engagements soient péremptoires — encore ne le sont-ils qu'en législation et

non pas en jurisprudence. C'était jusqu'ici un principe assez unanimement admis que les lois pénales doivent s'interpréter restrictivement qu'on n'admet dans ce domaine ni les jugements d'analogie, ni même les jugements d'a fortiori... Or que fait le tribunal correctionnel de la Seine ? Il procède par voie d'analogie « attendu que le législateur, en mentionnant spécialement le cas de celui qui, après l'émission du chèque a retiré tout ou partie de la provision, prévoit la faute plus grave ; qu'on ne saurait en conclure qu'il reconnaisse licite l'opposition au paiement du chèque double préjudice est moins direct que le retrait de la provision...

Jusqu'ici ce qui n'était pas expressément prohibé passait pour permis. Le tribunal renverse la présomption, il y a quelque chose d'assez inattendu. Comme on l'a vu, la cour de Cassation s'est rangée à l'avis du tribunal ; mais elle n'a pas apporté d'arguments nouveaux. Comme le tribunal, elle invoque l'esprit de la loi du 2 Août 1917 et décide par analogie. Cela résulte des termes mêmes qu'elle emploie : Attendu que l'ordre donné par D. à son banquier de ne pas effectuer le payement du chèque équivalait au retrait de la provision devenue indisponible et rendait illusoire la remise du chèque... » Cette méthode d'interprétation n'avait semble-t-il, pas cours jusqu'ici en matière pénale ; elle constitue une grave atteinte à la règle « nulla pœna sine lege.

Aussi croyons nous que l'arrêt de la Cour de Paris était plus juridique que la décision de la Cour de Cassation qui l'a infirmé. Nous souscrivons aux observations dont l'avait fait suivre la Gazette des Tribunaux (23 et 24 décembre 1921) « Le tribunal correctionnel avait décidé

que la loi du 2 Août, 1917 avant eu pour but de diminuer la circulation judiciaire et de fortifier la confiance du public dans le chèque, pour en étendre l'emploi, tout procédé employé par le tireur pour s'opposer à ce que le bénéficiaire du chèque en touchait le montant encore bien qu'il y eut provision préalable ou disponible, constituait le délit prévu par la loi du 2 Août 1917. C'était évidemment étendre la portée de la dite loi qui ne vise expressément et limitativement que « l'émission de mauvaise foi d'un chèque sans provision préalable ou le retrait après l'émission de droit ou partie de la provision » S'agissant d'un texte pénal, l'arrêt décide, avec raison, qu'il ne peut être étendu et que notamment, le procédé employé en l'espèce, par le tireur connu dans le monde des affaires, sous le nom de « Bloquage du chèque » n'est pas délictueux et ne pourrait tomber sous l'application du texte pénal sus-visé. Du point de vue juridique, on ne peut que s'incliner devant cette décision. »

Il est vrai que le même commentateur s'était également incliné devant ce jugement du tribunal correctionnel de la Seine que l'arrêt ci-dessus rappelé infirmait. « La décision rapportée fait l'application de la loi du 2 août 1917, à une espèce intéressante où le tireur paraît avoir voulu se servir d'un chèque pour payer d'une main et retirer de l'autre ce qu'il donnait. D'autre part, en décidant qu'il y a délit au sens de la même loi, même dans le fait par le tireur de s'opposer au paiement, encore bien qu'il y ait provision préalable, le jugement paraît conforme à l'esprit qui a guidé le législateur.

Peut-être la contradiction est-elle d'ailleurs plus apparente que réelle. Le rédacteur des deux articles louant

dans l'un les juges d'avoir suivi l'esprit et dans l'autre la lettre de la loi... Son commentaire de l'arrêt de Cassation (21 avril 1922) prête à de plus sérieuses critiques: Il approuve, assez mollement il est vrai, mais prétend qu'il ressort de la loi du 2 août 1917 que « le mandat considéré jusque là comme constitué uniquement au profit du mandant et comme pouvant par suite, prendre fin à la seule volonté de ce dernier, est devenu un mandat formé aussi bien, dans l'intérêt du tiers porteur du chèque que du tireur et ne pouvant dès lors, par application du droit commun, être révoqué que du consentement de toutes les parties intéressées ».

Il n'y a rien de tel ni dans la loi du 2 août 1917 ni dans l'arrêt en cassation. — Ni l'un ni l'autre ne tranchent la question de la nature juridique du chèque qui, après comme avant, reste débattue et incertaine...

Il a été au contraire tout récemment jugé (Tribunal de Commerce de la Seine 26 Juin 1920) que le chèque étant un mandat de paiement pour l'exécution duquel le tiré est couvert par les ordres du tireur, son mandant, seul responsable en principe envers les tiers porteurs de bonne foi, le tiré qui, malgré la défense qui lui en a été faite effectue le paiement du chèque, commet une faute dans l'accomplissement de son mandat. En conséquence, il doit être tenu à la réparation du préjudice ainsi causé au tireur. Voici ce jugement :

Le Tribunal :

Attendu que Loison et Parizel exposent que, le 13 février 1919, ils ont remis à un de leurs fournisseurs un chèque n° 13.855, daté du 12 février, d'une valeur de 6.400 francs et payable à l'agence du crédit commercial

de France, 37, Bd. Voltaire : que s'étant aperçus qu'ils avaient payé à tort ladite somme de 6.400frs. , ils ont téléphoné au directeur de l'agence et sur le conseil de ce dernier, lui ont fait porter le 14 février une lettre lui faisant défense de payer ledit chèque à présentation : que néanmoins le chèque a été payé postérieurement à la réception de cette lettre par le Directeur de l'agence L, que pour éviter au Crédit Commercial de France, le remboursement de la somme de 6.400 frs. payée à tort, il s'est entendu avec son fournisseur et ce, du consentement du directeur de l'agence, lequel fournisseur a accepté de reprendre sa marchandise moyennant 4.000 frs. Attendu que c'est dans ces conditions de fait que Loison et Parizel réclament au Crédit Commercial de France paiement de la somme de 2.400frs. à titre de dommages intérêts.- Attendu que le Crédit Commercial de France soutient que le paiement du chèque litigieux aurait été obligatoire ce chèque lui ayant été présenté par un tiers porteur sérieux qui le tenait du bénéficiaire par endos réguliers : qu'en le payant, il n'aurait commis aucune faute : qu'en conséquence la demande serait mal fondée. Mais attendu qu'aux termes de la loi du 15 juin 1865 (article I^{er}) le chèque est un mandat de paiement : que pour l'exécution de ce mandat, le tiré est couvert par les ordres du tireur son mandant, seul responsable, en principe, vis-à-vis des tiers porteurs de bonne foi : Attendu que le Crédit Commercial de France, mandataire de Loison et Parizel, devait suivre les instructions qui lui ont été soumises par ces derniers : Attendu qu'en effectuant le paiement du chèque litigieux, malgré la défense qui lui en a été faite, le Crédit commercial de France a commis une faute dans

l'accomplissement de son mandat : attendu que cette faute causé à Loison et Parizel un préjudice en leur occasionnant une perte d'argent. — attendu que le Crédit Commercial de France doit être tenu à la réparation de ce préjudice dont l'importance est justifiée par Loison et Parizel s'élever à la somme de 2.400 frs, qu'il convient donc d'obliger le Crédit Commercial de France au paiement de cette somme en faisant droit à la demande » (Revue pratique de législation et de jurisprudence du tribunal de commerce de la Seine (15 mai 15 juin 1921 p. 68).

En conséquence, depuis la loi du 2 avril 1912 comme auparavant, le chèque semble devoir s'analyser en un mandat, du moins dans les relations du tireur et du tiré ; rien n'est changé à l'état de droit antérieur.

A notre sens — la question du blocage de la provision n'est pas la même que celle de l'absence ou de l'insuffisance ou même de retrait de la provision. — Dans les premières hypothèses, le chèque n'est qu'un chiffon de papier, sauf toutefois qu'il constitue tout au moins un engagement du tireur vis-à-vis du bénéficiaire. Dans la seconde, il n'est que paralysé : il a un gage qui peut lui être affecté par la voie de l'opposition. Le danger est donc bien moins grand pour ce porteur. — s'il a réellement des droits il est à même de les faire valoir et de les ramener à exécution. Il aura des ennuis, des débours à faire, il perdra du temps mais le paiement n'est pas irrémédiablement compromis.

Le blocage du chèque dépend du parti que l'on prend quant à la faculté pour le tireur de révoquer les chèques qu'il émet... C'est de là que dépend la licéité ou l'illicéité du blocage. Il convient donc d'examiner de près le

problème de révocabilité du chèque. Il peut être étudié à deux points de vue.

1° — Au point de vue juridique et 2° — au point de vue économique...

Les lois françaises relatives au chèque ne résolvent pas d'une façon expresse la question de savoir si le tireur d'un chèque a le droit de former opposition au paiement entre les mains du tiré.— La doctrine est assez partagée, mais la jurisprudence se prononce presque de façon constante pour l'affirmative.

Voici les arguments que l'on donne en général pour dénier au tireur d'un chèque le droit d'opposition. Il paraît tout d'abord en contradiction avec le droit exclusif à la provision que l'on reconnaît à peu près unanimement au porteur, de plus l'article 149 du code de commerce n'admet d'opposition en matière de paiement de lettre de change que dans ces deux cas de perte du titre ou de faillite du porteur et l'on est presque toujours d'avis qu'il y a lieu de compléter les lacunes de la législation du chèque par les règles relatives à la lettre de change.

A la Haye, en 1910, l'aspect juridique de la question d'irrévocabilité ne fut pas envisagé d'une façon bien complète : — Néanmoins les partisans de la faculté de révocation pour le tireur firent valoir les raisons suivantes : avant tout que le porteur n'a aucun droit acquis contre le tiré et en outre a) l'intérêt qu'a le tireur à la possibilité de révocation au cas de perte ou de vol du chèque : b) la circonstance que le droit de révocation auquel le porteur est exposé l'engage à présenter le chèque le plus tôt possible au paiement. Les poursuites pénales auxquelles s'exposerait le tireur qui procède à une révocation injustifiée. Le

fait que le tireur ne révoquera pas d'une façon téméraire puisqu'il donnerait ouverture au droit de recours contre lui, la circonstance que la non révocabilité est pratiquement sans grande importance, puisque le banquier si le chèque est révoqué en temps utile, fera toujours des difficultés de payer le chèque contre la volonté de son client, le tireur.

On peut ajouter spécialement pour la France, que l'argument fondé sur l'extension au chèque de l'article 149 du Code de commerce qui ne permet l'opposition que dans deux cas, perte du titre et faillite du porteur, n'est pas péremptoire : il n'y est en effet question que des cas dans lesquels le porteur ou le syndic de la faillite du porteur peut faire opposition. Il ne s'agit pas du droit de révocation du tireur (arrêt de la Chambre civile de la Cour de Cassation du 19 Mars 1902, Serey 1902. I. 209).

Voici les arguments que développèrent à La Haye les partisans de la non révocabilité. D'après eux le droit de révocation du tireur ne doit exister qu'après l'expiration des délais de présentation du chèque. C'est une question de bonne foi. Celui qui reçoit un chèque en paiement doit jouir de la même sécurité que s'il était payé en billets de banque. Cette sécurité est la condition sine qua non du développement de l'emploi du chèque. Grâce à cet instrument, on peut opérer toute une série de paiements durant le délai de présentation. Par la révocation tous les paiements sont atteints et ceux qui les ont faits pourraient être exposés aux plus graves inconvénients par les recours qui seraient exercés contre eux. Bref, la circulation du chèque se trouverait entravée.

Le ton de ces observations démontre qu'à La Haye, les délégués des divers pays négligèrent de s'élever à de hautes considérations juridiques et se cantonnèrent sur le terrain pratique. Il s'agissait de régler un instrument essentiellement pratique et dès lors l'attitude des délégués se conçoit aisément.

Il ne serait pas inutile cependant d'examiner la question du point de vue des principes ; car les conséquences qui se rattachent logiquement aux principes sont mieux acceptées et plus sûres. Et c'est ce que nous voudrions tenter ici.

La question du blocage du chèque dépend d'une autre, celle de la révocabilité du chèque et celle-ci dépend à son tour d'une autre, celle de la nature juridique du chèque. Voici l'enchaînement et l'on est ainsi amené à se demander ce que c'est le chèque. A La Haye on évita de discuter cette question, car on désespérait d'arriver à un accord, les conceptions des diverses législations étant divergentes.

On a souvent analysé le chèque en une cession de créance et l'on a prétendu que dans ce cas l'irrévocabilité irait de soi. C'est décider un peu vite. La cession de créance est une opération par laquelle un créancier cède volontairement ses droits contre le débiteur à un tiers qui prend sa place. Entre les parties cette cession est parfaite par le seul consentement ; mais à quel moment le cessionnaire en l'espèce le porteur devient-il créancier du cédé ? A l'instant où ce dernier a connaissance de la cession, c'est-à-dire pratiquement au moment de la présentation du chèque. Dans ce système donc le tireur aurait un droit de révocation tant que le chèque n'est pas

présenté, c'est-à-dire pendant tout le temps possible et utile puisque, à la présentation, le tiré paye. Si le chèque constitue une cession de créance du tireur au bénéficiaire, il paraît difficile de ne pas admettre que le tireur bénéficie du droit de révocation étant entendu naturellement que s'il en use de façon illégitime, il s'expose à des recours.

D'autres prétendent que le chèque est un mandat. Or quels sont les principes en matière de mandat ? c'est que c'est une convention essentiellement irrévocable. Il y a sans doute des exceptions ; mais elles supposent toujours que le mandat n'a pas été donné dans l'intérêt exclusif du mandant, qu'il est également dans l'intérêt du mandataire. Le mandataire ici, c'est le tiré. Peut-on dire que la bonne fin d'un chèque est de son intérêt ? Pratiquement peut-être, parce qu'il y a des gens peu versés dans les questions de droit et de finances, qui peuvent avoir des doutes sur la solvabilité d'une banque qui ne paye pas les chèques émis par elle. Mais théoriquement, le tiré n'est que le caissier du tireur ; il ne paye que s'il a des disponibilités en caisse. Si la caisse du tireur est vide, cela ne peut pas empêcher celle de la banque d'être pleine. Il y a donc deux caisses, encore qu'elle soient pratiquement confondues, celle du tireur et celle de la banque puisqu'à la présentation, le tiré ignore que des tiers sont en possession de chèques émanés du tireur et il est évident dès lors qu'ils n'ont d'autre devoir que d'obéir aux instructions du tireur quitte à celui-ci à en répondre soit pénalement soit civilement vis-à-vis du bénéficiaire.

D'autres estiment que le chèque est une institution complexe ; dans les rapports du tireur et du bénéficiaire,

c'est une cession de créance. Admettons cette explication qui paraît la plus exacte : la faculté de révocation ne se trouve pas éliminée, elle est au contraire maintenue.

Théoriquement, il semble difficile, et pratiquement, c'est impossible, d'enlever au tireur le pouvoir de révocation. Mais il va de soi qu'il ne devrait pouvoir en user que pour des causes licites. Il appartiendrait aux tribunaux de décider s'il en a été ainsi. Si l'on craignait l'arbitraire des juges, l'on pourrait limitativement énumérer les cas dans lesquels le droit de révocation serait admis.

Bref, l'on pourrait, et peut-être l'on devrait compléter la loi du 2 août 1917. Dans le commentaire de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 25 novembre 1921 ci-dessus cité l'on trouve les observations suivantes : « On peut se demander si cette pratique du blocage se généralisant, il ne s'en suivra pas fatalement un discrédit qui atteindra le chèque et en paralysera les effets bienfaisants. Il est nécessaire, de plus en plus, c'était évidemment le but visé par le législateur de 1917, que le chèque devienne un véritable mode de paiement équivalent à un versement en espèces et que le bénéficiaire ait la certitude absolue de devenir propriétaire de la provision, dès qu'il le détient. D'ailleurs il semble bien que le danger ait été entrevu car M, Bokanswski député, rapporteur de la loi du 2 août 1917 à la Chambre, a pris l'initiative d'une nouvelle proposition de loi tendant à donner compétence au juge des référés en matière d'opposition au paiement des chèques (Journal officiel du 10 juillet 1921).

Il faut aller encore plus loin et décider que sera passible des peines édictées par la loi du 2 août « celui qui a de mauvaise foi, émis un chèque sans provision préa-

lable ou disponible, qui a retiré, après l'émission tout ou partie de la provision ou qui a employé un procédé quelconque, après l'émission, pour empêcher le bénéficiaire du chèque d'encaisser la provision » Suivant les espèces, les tribunaux apprécieraient si le moyen employé est ou non justifié, abusif ou non. C'est qu'en vérité, à l'heure présente, il suffit au tireur, pour bloquer impunément le chèque, de se dire en désaccord avec le bénéficiaire et d'exciper d'une procédure judiciaire ou extra judiciaire. Il faut réagir contre ces fâcheuses pratiques et pour cela donner aux tribunaux un texte formel et complet ». (Gazette des Tribunaux 23 et 24 décembre 1921). (1)

On sait que, depuis un arrêt de Cassation est intervenu qui a modifié la situation en faisant tomber le blocage sous le coup de la loi du 2 août 1917. Mais il est permis de penser que cet arrêt n'est pas définitif et qu'il ne sera pas suivi par les Cours d'appel.

Nous croyons qu'il serait souhaitable que le Parlement vote un texte analogue à celui qui est proposé ci-dessus dans la Gazette des Tribunaux. La proposition Bokanowski serait une amélioration sur ce qui est ; mais elle n'est qu'un palliatif, non un remède. Que dit-on en effet ? Et quelle est sa portée ?

Elle dispose que le bénéficiaire d'un chèque à qui le tiré refuse le paiement par la raison qu'il a reçu des instructions dans ce sens du tireur pourra aller en référé et faire dire d'urgence et provisoirement que le chèque doit ou ne doit pas être payé. Dans bien des cas le juge des référés fera payer le bénéficiaire, mais que d'ennuis pour celui-ci !

Il y a une procédure du référé ; elle comporte des dé-

1. MM. les députés A. Achille Fould et Guy de Montjou viennent de déposer une proposition de loi tendant à ce but.

placements, des pertes de temps et d'argent. Les juges à Paris ont 100 ou 150 affaires à régler à l'audience ; ils accordent d'un air las et indifférent, quelques minutes de demi-attention à chacune et laissent nonchalemment et presque au hasard tomber une sentence. Il s'établira une sorte de train-train, de rite qui sera généralement suivi sans qu'il soit tenu compte des circonstances de la cause. Bref les résultats seraient sans doute médiocres : néanmoins l'idée est à retenir. Mais la procédure des référés devrait être réorganisée. Peut-être trouvera-t-on que la formule préconisée est trop vague « ou qui a employé un procédé quelconque après l'émission, pour empêcher le bénéficiaire du chèque d'encaisser la provision » et que c'est revenir au système ancien de l'arbitraire de l'incrimination. Il y a là un danger qu'il convient de signaler. A notre sens, on pourrait passer outre, à la condition que l'on maintint strictement le principe de notre droit que la bonne foi se présume et que la mauvaise foi doit être démontrée.

Bref le droit du tireur de révoquer les chèques qu'il émet subsisterait, et l'on resterait ainsi d'accord avec les principes juridiques, mais à la condition qu'il n'en soit pas *fait abus*.

On transposerait, s'il est permis de s'exprimer ainsi, du droit public dans le droit privé la théorie bien connue du détournement de pouvoirs. S'il s'agissait de sanctions civiles il n'y aurait pas besoin pour le faire d'une *loi spéciale* ; mais il s'agit de sanctions pénales et c'est pourquoi un texte exprès paraît indispensable.

Est-ce dire que la question de la circulation du chèque soit, comme on le répète sans cesse grandement

intéressée à la suppression du droit de révocation ? C'est là le point de vue économique, sur lequel il convient à présent de donner quelques éclaircissements. Il fut beaucoup plus sérieusement examiné à la Haye que le point de vue juridique et cela se conçoit puisqu'il s'agissait de donner un statut à un instrument de paiement essentiellement pratique.

On soutient en général, que si l'irrévocabilité était admise, ce serait un sûr moyen de développer l'emploi du chèque. Or, il est notable que les pays où le chèque est le plus répandu, c'est-à-dire l'Angleterre et les Etats Unis, sont favorables à la révocabilité. C'est là un fait qui doit donner à réfléchir. A la Haye l'un des délégués anglais M. Hut-Jackson déclara « qu'il n'avait jamais entendu dire que la faculté de révocation ait donné lieu à des abus » M. Conant, délégué américain, était bien plus péremptoire. Il prétendait avoir entendu citer bien des cas où l'on avait fait échouer une fraude par un contre ordre mais pas un de fraude ou d'abus commis par contre-ordre ». En Angleterre et en Amérique, on estime donc que la faculté de révocation est pratiquement plus utile que nuisible et qu'elle est de nature à favoriser la diffusion du chèque. On est loin des considérants des tribunaux français et des opinions de la plupart des juristes de ce pays.

Il est difficile de prendre parti dans cette controverse, car la même *faculté* peut être avantageuse dans un pays et fâcheuse dans un autre ; c'est une question d'ambiance et de mentalité. Il faut reconnaître en tous cas que le droit de révocation est une sauvegarde pour tous les intérêts légitimes dans certains cas : notamment dans les cas de perte et de vol.

Dans un article du 12 juillet 1917 de la Gazette des Tribunaux, M. Adolphe Lacan se prononce en principe pour l'irrévocabilité mais avec des exceptions précises » Il semble qu'il convienne de ne pas permettre au tireur d'un chèque d'en paralyser le mouvement au moyen d'une opposition, sauf dans les deux hypothèses prévues par l'article 149 du Code de commerce ».

Quoiqu'il en soit, voici les solutions auxquelles on aboutit à la Haye : 1°) faut-il reconnaître le droit de révocation ? *Oui*, à l'unanimité.

2°) Cette révocation ne doit-elle avoir effet qu'après l'expiration de délai de présentation ? Réserve étant d'ailleurs faite pour les cas de perte et de vol ?

Ici l'accord fut loin de se faire. Les voix se partagèrent à peu près par moitié. Se prononcèrent *pour* l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, la France, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Russie et la Turquie.

Se prononcèrent contre : les Etats-Unis, la Hongrie, la Danemark, l'Angleterre, le Mexique, la Norvège, les Pays-Bas et le Siam. S'abstinrent : la Suède et la Suisse.

De tels résultats démontrent suffisamment que dans la question de la révocabilité ou l'irrévocabilité du chèque, les avantages et les inconvénients se balancent et s'équilibrent sensiblement. Il paraît dès lors difficile de ne pas laisser aux juges un certain pouvoir d'appréciation et même d'arbitraire. Et c'est pourquoi le texte préconisé dans la Gazette des Tribunaux et que nous avons cité serait semble-t-il, acceptable.

Nous avons dû donner à ce chapitre de tels développements qu'il paraît utile de condenser les résultats auxquels nous sommes parvenus. Tout d'abord, nous

avons délimité ce qu'était le blocage du chèque. Nous avons vu qu'il ne se confondait ni avec l'absence, ni avec l'insuffisance, ni avec le retrait de la provision. C'est quelque chose de voisin du retrait : mais ce n'est pas tout à fait cela. Dans le retrait, le tireur dispose de la provision soit en faveur d'un tiers, alors qu'il en avait déjà disposé ; il s'en sert donc deux fois : il l'emploie à deux fins. Sans exception, il y a fraude. Dans le blocage, le tireur se borne à défendre au tiré de payer le chèque qu'il vient d'émettre et qui est et reste provisionné. Il paraît contraire à la logique et au bon sens de donner d'une main, de retenir de l'autre. Aussi ce procédé sera-t-il peu fréquent, semble-t-il. Il suppose un concours de circonstances spéciales ; comme dans l'espèce Dercors. Sans doute il pourrait être l'effet de la mauvaise foi ; mais quel intérêt réel aurait un tireur à agir ainsi ? Notons en effet qu'il a provision et qu'il ne la retire pas, qu'il ne l'emploie pas à d'autres usages. Elle est immobilisée. Cela gêne le porteur ; mais cela n'avantage guère le tireur : la banque dépositaire, le créditant d'un intérêt infime et qu'il encaisse seulement provisoirement. Viendra le moment, si lointain soit-il à cause des lenteurs de la justice, notamment à Paris, où l'affaire recevra un règlement, et alors le tireur, s'il a agi par pure mauvaise foi, se verra condamner à des dommages-intérêts. Pour nous, le blocage du chèque n'est pas destiné à prendre beaucoup d'extension, faute d'intérêt suffisant pour le tireur. Emettre un chèque sans provision, ou retirer la provision sitôt l'émission est autrement avantageux. C'est se procurer un crédit forcé du montant même du chèque. Cela est très tentant pour certaines personnes et dans certains cas : mais

bloquer un chèque couvert sans reprendre la couverture ne saurait procurer d'argent. Une telle pratique comme nous l'avons déjà dit suppose des circonstances de fait particulières qui ne se rencontrent pas habituellement. Enfin l'émission d'un chèque sans provision ou le retrait de la provision après l'émission ne peuvent jamais se justifier, tandis que le blocage peut avoir les raisons les plus légitimes, par exemple dans le cas de perte et de vol du titre.

En dépit de ces différences, le tribunal correctionnel de la Seine et la Cour de Cassation elle-même ont assimilé le blocage du chèque à l'émission sans provision ou plutôt au retrait de la provision après l'émission, et cela, même quant à la répression pénale. Il semble difficile que cette jurisprudence puisse se maintenir. Elle s'explique par des préoccupations économiques. Il est d'usage de soutenir en France que la faculté de révocation par le tireur serait une catastrophe pour l'emploi du chèque. Nous avons vu qu'il y avait là une singulière exagération, puisque l'Angleterre et les Etats-Unis sont d'un avis diamétralement opposé et que ce sont les pays où le chèque a pris le plus magnifique essor.

Néanmoins, l'on peut estimer que la faculté de révocation, heureuse en Angleterre et aux Etats-Unis, ne l'est point en France. S'il en était ainsi, il conviendrait de compléter dans le sens que l'on a dit, la loi du 2 août 1917. Ce serait une solution préférable à l'état de choses présent dans lequel l'on voit les tribunaux juger en sens contradictoire.

CONCLUSIONS

LA SUPÉRIORITÉ DU CHÈQUE SUR LES AUTRES

INSTRUMENTS DE PAIEMENT

Le problème du développement des paiements par chèques est dominé par la question de sécurité de cet instrument. Nous avons ci-dessus rappelé l'opinion à cet égard de Stanley Jevons : il n'y a rien à y reprendre, elle est la vérité même. De là l'importance d'un statut légal approprié. Le législateur français n'a pas méconnu ce point de vue et son œuvre s'est toujours développée dans le même sens : entourer le chèque d'une sécurité toujours plus grande ; c'est toute l'explication, notamment de la loi du 2 août 1917.

C'est qu'en effet, à sécurité égale, le chèque est supérieur à tous les autres modes de paiement, nous allons essayer de le démontrer dans les pages qui vont suivre ; et cela d'abord absolument et ensuite relativement,

Que le chèque soit, en soi et indépendamment des circonstances, supérieur aux autres procédés de règlement, c'est ce qui résulte des observations suivantes :

1° Par rapport aux monnaies métalliques, le chèque a des avantages incontestables : celui qui a des espèces dans sa caisse court plus de risques que celui qui a un carnet de chèques. Il est exposé à l'incendie, au vol. Sans doute, ce vol d'un carnet de chèques est aussi facile que celui des monnaies métalliques, mais il est loin d'offrir les mêmes

dangers. Les voleurs préfèrent de beaucoup mettre la main sur des espèces que sur des formules de chèques. Pour pouvoir utiliser un carnet de chèques, il faut avant tout bien connaître la signature du tireur et il faut aller très vite, car le titulaire du carnet s'apercevra sans doute assez vite de la soustraction. Pratiquement, en matière de chèque, seul le vol domestique est vraiment à redouter.

Mais ce n'est pas tout : Les monnaies métalliques courent à produire infiniment plus que le chèque. Il faut les extraire du sol, les fabriquer. Aujourd'hui cela constitue une dépense très élevée. Le chèque, par contre, ne représente qu'une dépense infime. D'autre part, les monnaies métalliques sont en nombre relativement très limité, eu égard à l'importance des transactions dans le monde moderne, de telle sorte que, qu'elle que puisse être la rapidité de leur circulation, il serait tout à fait impossible de régler avec elles les opérations civiles et commerciales qui se font dans l'univers.

Le chèque au contraire est un instrument monétaire toujours adéquat quel que soit le mouvement des affaires, parce que dans les milieux de civilisation financière avancée, il se règle à peu près exclusivement par voie de compensation, et la compensation n'a pas de limite. On pourrait poursuivre ce parallèle et il resterait à l'avantage du chèque. Mais il suffit d'avoir noté l'infériorité essentielle et péremptoire des monnaies métalliques ; c'est à savoir leur insuffisance.

2° Par rapport aux billets de banque, le chèque a également une indéniable suprématie et la preuve, c'est que dans les pays où l'éducation économique est particulièrement avancée le chèque a presque remplacé les billets.

Les statisticiens sont à peu près d'accord pour admettre que, en Angleterre et aux Etats Unis, les règlements par chèques représentent 80 à 90 % des règlements d'ensemble. Et cela se conçoit : celui qui a des billets comme celui qui a des monnaies métalliques a davantage à craindre l'incendie, la perte et le vol que le titulaire d'un carnet de chèques. De plus, s'il paie par chèque, la comptabilité est extrêmement simplifiée ; il n'a même pas besoin de demander de reçus. Il lui suffira de garder les talons de ses chèques et s'il y a des difficultés, la Banque qui a payé lui délivrera immédiatement la preuve de la libération. Il y a là une grande économie le service de caisse coûtant cher au commerçant. En outre, il est très dangereux de mobiliser des centaines et même des milliers de garçons de recette et de les envoyer par les rues avec des sacoches pleines de billets. Il suffit de lire les journaux pour s'en rendre compte. Notons encore que les chèques peuvent être tirés pour la somme exacte que l'on doit, alors que les billets ne sont émis que pour des sommes rondes.

Les particuliers ont d'autres intérêts encore à préférer les chèques aux monnaies métalliques et aux billets. Pour pouvoir émettre un chèque, il faut avoir des fonds disponibles dans une banque ou dans des établissements similaires. Sans doute la législation française permet le tirage sur n'importe qui : mais ce n'est qu'une possibilité et qui n'a que peu d'importance pratique. Or, les banques et les établissements analogues en outre qu'ils mettent les disposants à l'abri des risques de perte et de vol leur allouent une certaine rémunération dès que leurs comptes sont créditeurs. Il est vrai que les Banques ne se montrent guère généreuses à cet égard. Mais elles finiront sans doute

par changer de pratique, sous la pression de la concurrence. Il est d'ailleurs à craindre que les établissements sans surface n'allèchent la clientèle par l'appât de hauts intérêts et ne dissipent les fonds qui leur seraient confiés. Le métier de banquier n'est pas assez réglementé en France.

L'intérêt individuel trouverait son compte à l'emploi du chèque, par surcroît l'intérêt général est dans le même sens. Les fonds qui sont déposés dans les banques n'y restent pas inertes et sans emploi. Ils aident l'industrie, le commerce surtout et servent ainsi la prospérité générale. On a souvent cité à cet égard les paroles du procureur général Blanche dans le discours de rentrée à la Cour de Cassation (4 nov. 1865) ; on nous permettra de les rappeler une fois de plus ici, car elles sont pleines de substance : « Le but du chèque est de faire sortir de leur inertie les capitaux tenus en réserve pour les besoins à venir, de les mettre dans la circulation, de les rendre productifs pour leurs propriétaires qui les déposent chez le banquier, pour le banquier qui les prête à l'industrie, pour l'industrie qui les emploie et les féconde, pour l'ouvrier à qui l'industrie procure du travail et dont le bien être s'accroît de la prospérité de la Nation ». (1)

En tout état de cause, le chèque est supérieur aux monnaies métalliques et aux billets de banque, soit quant à l'intérêt des particuliers, soit quant à l'intérêt de la société. Mais cette supériorité est spécialement accentuée aujourd'hui, quoiqu'il y ait des discussions sur ce point, l'on admet en général, que la théorie quantitative de la monnaie contient une large part de vérité. Il semble bien que lorsque les espèces s'accroissent, surtout si ce sont

. Rapport Darimon — Annexes.

des billets, la hausse des choses se précipite et le déséquilibre des changes s'aggrave. Ce qui se passe en Autriche, en Allemagne et même en France est semble-t-il démonstratif à cet égard. A mesure que les instituts d'émission lancent de nouveaux billets dans la circulation, le coût de la vie augmente et le change se déprécie. En effet, ces billets sont de moins en moins couverts, nous ne disons pas seulement par de l'or, mais par des crédits quelconques. C'est au fond le cas des Etats qui émettent des emprunts à jet continu : la confiance disparaît et par suite les monnaies perdent de leur valeur, surtout si elles sont de papier.

Or, il semble que l'inflation fiduciaire soit plus à redouter avec une circulation de billets qu'avec une circulation de chèques. M. Rist, professeur à la Faculté de droit de Paris, a prétendu qu'il n'en était rien : d'après lui, l'inflation dépend semble-t-il de la multiplication des moyens monétaires, quels qu'ils soient, billets, inscription en compte etc... Il est difficile de souscrire à cette opinion. Certes la multiplication des instruments de paiement, quels qu'ils soient, est une cause d'inflation puisqu'elle accroît les possibilités d'achat. Mais nous croyons que la multiplication de tous les moyens de paiement n'est pas une *égale* cause d'inflation.

Il est d'abord évident qu'une distinction s'impose entre l'inflation par espèces métalliques et l'inflation par billets. On a vu de l'inflation par espèces métalliques au XVI^e et au XVII^e siècle en Espagne et au Portugal. On en voit aujourd'hui en Amérique, et semble-t-il, dans les pays d'Extrême-Orient. Mais les effets ne sont pas du tout les mêmes que dans les pays où l'inflation résulte de l'émission

de billets : les index-numbers démontrent que le coefficient d'augmentation du coût de la vie depuis 1914 à 1922, est tout différent, infiniment plus élevé dans les pays à large circulation de billets. D'autre part, la cote des changes est significative à cet égard. Le 10 novembre 1922, date à laquelle nous écrivons ces pages, le cours moyen à Paris de la livre sterling, est de 68,14 et le cours moyen du dollar de 15,55. C'est qu'en effet les métaux ont une valeur intrinsèque que n'ont naturellement pas les billets et qu'ils jouissent depuis la plus haute antiquité d'une « cote d'amour ».

Supposons maintenant que l'inflation se réalise par émission de papier. On peut concevoir des hypothèses multiples, mais il suffira d'en indiquer quelques-unes qui existent en fait. L'on peut, par exemple, avoir une circulation de bons du Trésor ou de bons de la Défense Nationale, de billets de banque, d'inscriptions en compte et par suite de chèques ; on n'aboutit pas dans ces divers cas à une égale hausse des prix, et à un identique déséquilibre des changes.

Les bons tout d'abord, quoiqu'on ait soutenu le contraire au Parlement français, ne contribuent pas à l'inflation avec autant d'intensité que les billets de banque. Ils ne circulent pas avec la même facilité ni avec la même rapidité. On ne se sert pas des bons pour acheter les denrées courantes ; on se sert de billets. Or, c'est de ceux là qu'est essentiellement fait le coût de la vie. Les faits sont, semble-t-il, démonstratifs à cet égard. L'Allemagne, jusqu'à l'armistice, a payé ses dépenses de guerre à l'aide de bons que l'on transformait, autant que possible, de six mois en six mois, en rente soit perpétuelle soit amortissa-

ble. Depuis, l'Allemagne a presque exclusivement recouru à l'émission des billets de banque. Voyons les résultats : La première période, peu de hausse des prix ; dans la seconde, une hausse vertigineuse. Mais il est vrai d'ajouter que, pour l'Allemagne, les circonstances ont changé du tout au tout : de victorieuse qu'elle croyait devoir être, elle s'est trouvée vaincue, et cela entre en compte naturellement.

Voici un exemple plus convaincant : depuis deux ans, la France ne cesse d'émettre en quantité considérable, un ou deux milliards par mois, de bons de la Défense Nationale. Sans doute elle en rembourse aussi, mais infiniment moins qu'elle n'en lance dans la circulation. En effet, beaucoup de souscripteurs renouvellent au lieu de se faire rembourser. Et cependant le prix de l'existence semble avoir un peu baissé ; peut-être a-t-il aujourd'hui une tendance à se relever encore. Or, il est notable que pendant ce temps la banque de France a sensiblement réduit son émission de billets. Sans doute d'autres facteurs ont joué mais il semble bien qu'en fait l'inflation soit plus redoutable avec les billets qu'avec les bons. Peut-être cela tient-il seulement à des raisons psychologiques que nous indiquerons ci-dessous.

Que si l'on compare maintenant l'inflation par émission de billets de banque ou par inscription en compte et chèques, l'on doit admettre, semble-t-il, qu'il y a quelques différences dans l'intensité d'action de ces facteurs. — On a prétendu le contraire dans un livre récemment traduit de l'Anglais, « Qu'est-ce que la monnaie » de M. Withers — Mais voici quelques observations qui ne paraissent pas permettre de se ranger aux idées de M. Withers — du moins théoriquement.

Il est assez séduisant de soutenir que la multiplication des moyens de paiements, quels qu'ils soient est une cause *égale* d'inflation. Des possibilités d'achats se trouvent ainsi créées et par suite la demande va s'accroître et les objets vont monter. Si j'ai 1000 frs en banque et si j'ai 1000 frs en billets dans ma poche cela revient au même : Dans les deux cas, j'ai des possibilités de paiement et par suite d'achat jusqu'à concurrence de 1000 frs.

Mais ce sont là des vues schématiques et qui ne reflètent pas la complexité des choses... Tout d'abord si j'ai 1000 frs en poche, je suis beaucoup plus tenté de les dépenser que si je les ai en banque. C'est toute la raison de la tirelire des enfants.... Il est vrai que les banques depositaires ne laissent pas l'argent dormir elles le lancent dans la circulation et dès lors on est en face de ceci : le client n'use pas de ses possibilités d'achat, mais la banque en use à sa place. Il y a quelques différences cependant ; le déposant achèterait surtout des objets de consommation ; la Banque, par ses avances, ses escomptes, aide assez souvent la production, ce qui est de nature à amener une baisse des prix. Mais, parfois aussi, elle contribue à la hausse, par exemple si elle accorde des crédits à des stockeurs, comme cela s'est vu en 1919.

Des billets de banque peuvent se mettre dans un tiroir ; des chèques, ne peuvent pas, car leur vie ne dure que quelques jours. Cette thésaurisation des billets n'est pas sans jouer un certain rôle dans l'inflation. Mais elle se ralentit à mesure que les billets se déprécient, car les individus se défont de leurs billets dont il redoutent la baisse et les transforment en choses. C'est ce qui se passe

en Allemagne à l'heure actuelle où les valeurs de toutes sortes surtout les valeurs mobilières, ont bénéficié, ces temps derniers, d'une hausse vertigineuse. Peut-être est-ce aussi l'explication de ce fait, qu'en dépit des circonstances si troublées de l'heure présente, la Bourse de Paris se maintient au « *beau fixe* ». Pour nous la raison préremptoire qui fait que l'inflation est plus à craindre si l'on émet des billets que si l'on ouvre des inscriptions de crédits est d'ordre purement psychologique. On sait, par les bilans de la Banque de France qui sont publiés tous les jeudis, quelle est la quantité de billets en circulation, tandis qu'on ignore quelle est la quantité des comptes-courants créditeurs. Sans doute les grandes banques françaises publient leurs bilans, mais dans des journaux spéciaux et ces bilans ne sont compréhensibles que des spécialistes. Les Banques de moindre importance ne publient leurs bilans que très rarement, au moment des assemblées ordinaires ou extraordinaires. Or la hausse et la baisse de la vie, la hausse et la baisse des changes sont influencées par les facteurs psychologiques. Nous en avons la preuve à l'instant même ou nous écrivons. Les rapporteurs du budget à la Chambre des députés et au Sénat ayant poussé un cri d'alarme sur la situation et sur la trésorerie française, les changes étrangers ont immédiatement bondi ; la livre de 57 à plus de 70 fr. ; le dollar de 12 à près de 16. Des discours pessimistes ne suffiraient pas à eux seuls à créer un tel déséquilibre, mais ils peuvent parfaitement l'exagérer et l'intensifier, parce que la foule des possédants s'affole vite et la spéculation appuie le mouvement dans les buts intéressés.

Quoi de plus significatif encore que les fluctuations du change Italien depuis l'arrivée aux affaires d'un Ministère fasciste. En quelques jours, depuis la chute de M. Facta, la lire a monté de 15 ; en un seul jour, le 13 Novembre elle a monté à Paris, de 5,70. Il paraît difficile après cela de nier l'importance des facteurs psychologiques.

Et voilà le motif essentiel pour lequel l'inflation par inscription en compte est moins redoutable que l'inflation par émission de billets. Et voilà pourquoi il serait si souhaitable, aujourd'hui spécialement, que le chèque prenne en France un nouvel essor. Il n'y manquerait pas s'il était aussi sûr que le billet car, à tous égards, il lui est supérieur, si bien que l'on peut poser en axiome que, à sécurité égale, il finirait par l'évincer. C'est ce qui c'est produit en Angleterre et aux Etats-Unis.

VU : *Le Président,*
Albert WAHL

VU : *Le Doyen,*
H. BERTHÉLEMY

VU ET PERMIS D'IMPRIMER

Le Recteur de l'Académie de Paris,
Signé : Paul APPELL

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION : Le problème, son intérêt, son actualité.

CHAPITRE 1^{er} : Ce que c'est que la Provision.

CHAPITRE II : Les imovations de la loi du 2 Août 1917 en
matière de provision.

CHAPITRE III : Les Procédés destinés à tourner la loi
du 2 Août 1917,

CONCLUSION : Les avantages économiques d'une circula-
tion de chèques.
